



HAL
open science

La démographie russe : un frein à l'expansion du marché

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. La démographie russe : un frein à l'expansion du marché. ACCOMEX Actualités du Commerce Extérieur, 2008, 80-81, pp.21-24. halshs-00915463

HAL Id: halshs-00915463

<https://shs.hal.science/halshs-00915463>

Submitted on 7 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La démographie russe : un frein à l'expansion du marché

Le poids démographique de la Russie est bien évidemment plus faible que celui de l'URSS, après l'indépendance, au début des années 1990, de quinze républiques ex-soviétiques. Néanmoins, la Russie compte la huitième population des États de la planète et est le plus peuplé des seize États issus de l'implosion soviétique, très largement devant l'Ukraine, trois fois moins peuplée. En outre, la Russie dispose de la plus vaste superficie du monde, avec 17 095 milliers de km², loin devant le deuxième, le Canada, 9 982 km².

Surtout, grâce à ses industries d'extraction, le taux de croissance économique de la Russie des années 2000 apparaît élevé, ce qui augmente la demande globale dans ce pays. Néanmoins, le nombre de consommateurs diminue en raison d'un mouvement démographique naturel déficitaire, puisque le nombre des décès dépasse celui des naissances depuis 1992. Et le solde migratoire n'est pas suffisamment positif pour enrayer un dépeuplement continu. Quant aux perspectives, elles laissent entrevoir une poursuite de la baisse de la population de la Russie.

Gérard-François Dumont

gerard-francois.dumont@wanadoo.fr

Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne, le recteur Gérard-François Dumont dirige la revue *Population & Avenir* (<http://www.population-demographie.org>), est administrateur de la Société de Géographie et membre du Conseil scientifique de la DIACT (ex-DATAR). Parmi ses derniers ouvrages figurent *La population de la France, des régions et des DOM-TOM* (Ellipses, 2000), *Les populations du monde* (Armand Colin, 2004) et *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations* (Ellipses, 2007).

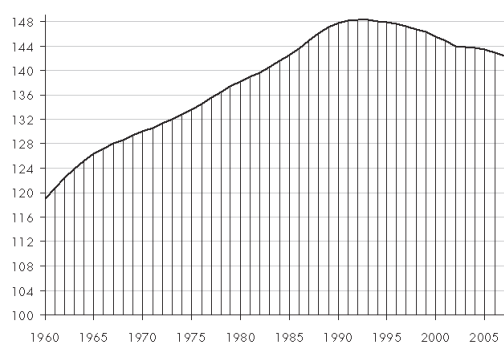
UNE NETTE DIMINUTION DE POPULATION

Dès 1992, la Russie enregistre une diminution de sa population, celle-ci ayant en effet atteint son maximum le 1^{er} janvier 1992, avec 148,3 millions d'habitants. Depuis, un recul des effectifs de l'ordre de 500 000 habitants par an est enregistré chaque année, par rapport à l'année précédente. La population est ainsi estimée à moins de 142 millions de personnes en 2008. Autrement dit, la Russie perd chaque année une population équivalant à celle d'une importante agglomération. Une telle baisse doit être analysée pour déterminer si elle provient d'un mouvement naturel négatif, d'un mouvement migratoire négatif, ou des deux.

UN CONSIDÉRABLE DÉFICIT DES NAISSANCES

Les données permettent une réponse précise à cette question : puisque le solde migratoire de la Russie est positif, le dépeuplement de la Russie ne peut s'expliquer que par un excédent des décès sur les naissances. Dans la première moitié des années 1960, le nombre de naissances est supérieur à celui

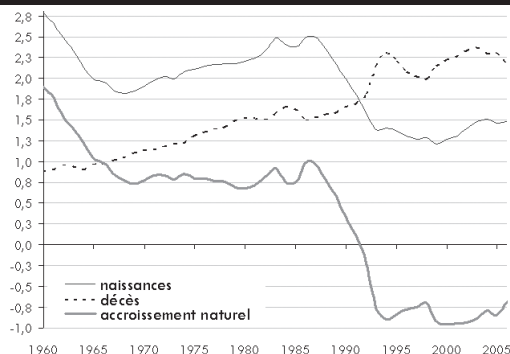
Graphique 1
La population de Russie depuis 1960
(en millions d'habitants)



Source : © Gérard-François Dumont - chiffres Conseil de l'Europe, PRB

des décès de plus d'un million. De 1965 à 1988, il reste dans une fourchette comprise entre 677 000 et 987 000. Puis il baisse rapidement, au tournant des années 1990, pour devenir négatif à compter de 1992. Mais, pour qu'il y ait diminution de population, il faut que ce déficit des naissances soit suffisamment important pour annuler les effets d'un solde migratoire positif. Or, le solde naturel russe, d'abord faiblement négatif en 1992 (220 000) est négatif de

Graphique 2
Naissances et décès de la Fédération de Russie
 (en millions)



Source : © Gérard-François Dumont - chiffres Conseil de l'Europe

900 000 de 1999 à 2002. La Russie connaît donc, depuis 1992, un fort déficit des naissances. Comment l'expliquer ? Deux facteurs s'additionnent, même si le premier a plus d'effet que le second : d'une part, le nombre des naissances est en forte diminution et, d'autre part, le nombre des décès augmente ; c'est pourquoi les courbes de naissances et de décès se sont croisées en 1992.

Au tout début des années 1960 (1960 et 1961), la Russie est encore dans la période du renouveau démographique d'après-guerre et compte chaque année plus de 2,6 millions de naissances. Puis, de 1965 à 1973, la baisse de la fécondité réduit ce chiffre à moins de 2 millions. Ce chiffre de 2 millions est à nouveau dépassé de 1974 à 1989, parfois largement, d'autant que se trouvent alors à l'âge fécond les générations plus nombreuses du renouveau démographique d'après-guerre. Mais, à compter de 1987, la baisse est brutale : de 2,49 millions en 1987, le nombre de naissances chute à 1,378 million en 1993, soit une diminution de 45 % en seulement six ans. Le choc sociétal que représente l'implosion de l'URSS est donc majeur. Après 1993, les naissances restent dans une fourchette très basse, entre 1,2 et 1,4 million par an, ne remontant légèrement qu'au début des années 2000.

La basse natalité de la Russie depuis les années 1990 peut s'expliquer par des effectifs relativement peu nombreux de femmes en âge fécond, conséquence de la faible fécondité de la période 1965-1980. Mais elle tient essentiellement à une fécondité considérablement réduite : alors qu'en 1960, l'indice synthétique de fécondité est supérieur à 2,5 enfants par femme, il s'abaisse jusqu'à 1,86 enfant par femme en 1980, soit une chute de 27 %. Il est estimé à seulement 1,4 enfant par femme en 2008.

Cette faible fécondité est d'autant moins favorable au dynamisme démographique de la Russie que ce pays compte, par rapport aux pays occidentaux, un taux de mortalité infantile assez élevé. Certes, ce dernier, encore autour de 20 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances dans les années 1980, serait tombé à 9 ‰ en 2008. Mais il représente encore le double de celui de nombreux pays occidentaux.

La Russie des années 1990 et 2000 présente donc un déficit considérable des naissances par rapport à son seuil de simple remplacement des générations. En 2006, par exemple, le nombre des naissances est de 1,47 million, alors qu'il en aurait fallu 2,3 millions pour assurer ce remplacement, c'est-à-dire pour que 100 femmes de la génération actuelle soient remplacées, une trentaine d'années plus tard, par le même effectif de femmes.

Le taux d'accroissement naturel négatif de la Russie provient d'une seconde composante : un taux de mortalité élevé, en raison de la dégradation de l'espérance de vie en Russie, qui tient à deux facteurs dont les effets s'additionnent. D'une part, le réseau sanitaire ne s'est pas amélioré et son entretien a par-

fois laissé à désirer. D'autre part, les comportements mortifères se sont diffusés avec des taux élevés d'alcoolisme, tout particulièrement pour les hommes, des taux considérables d'accidents de la circulation au regard du

nombre de kilomètres parcourus, mais aussi des taux élevés de suicide et d'homicide.

Comme le déficit des naissances par rapport au nombre de décès n'est pas compensé par des apports migratoires suffisants, la Russie se dépeuple. Le pays aurait donc pu se dépeupler davantage sans des apports migratoires, relativement élevés certaines années, qu'il convient d'étudier à présent. Il faut distinguer les flux migratoires liés à la réorganisation géopolitique dans l'espace post-soviétique, du système migratoire qui semble s'installer depuis.

LE BILAN MIGRATOIRE DE LA RÉORGANISATION GÉOPOLITIQUE POST-SOVIÉTIQUE

Dans les années 1990, la Russie bénéficie particulièrement de l'arrivée de "rapatriés", qu'on appelle les "pieds rouges", c'est-à-dire de Russes quittant une des ex-républiques soviétiques devenues indépendantes pour rejoindre la patrie. Ces flux de rapatriés, auxquels s'ajoutent divers autres immigrants, plus importants que les flux d'émigration, résultent de phénomènes migratoires antérieurs. En effet, pendant l'ère soviétique, avant la Seconde Guerre mondiale

comme durant la trentaine d'années qui suivirent, le solde migratoire de la Russie avec les autres territoires de l'URSS était généralement négatif car Moscou, dans le cadre d'une gestion autoritaire de la population et de fortes restrictions dans la liberté de déplacement, organisait des migrations depuis la Russie vers les autres républiques soviétiques.

Avec l'implosion de l'URSS, ces formes planifiées de migrations internes à l'URSS cessent. C'est pourquoi, au début des années 1990, se produit une inversion migratoire : les migrants de l'ère soviétique vers la Russie fournissent des flux de retour vers les républiques ex-soviétiques. Ce premier flux d'anciens migrants non-russes de Russie vers leurs pays nouvellement indépendants s'accompagne d'un autre important flux d'émigration : celui des personnes d'origine allemande bénéficiant, en vertu de la loi fondamentale allemande de 1949, du droit d'installation en Allemagne et de la nationalité allemande. Pendant les années 1990, l'Allemagne est donc le principal pays attirant les flux d'émigration de la Russie, hormis les républiques ex-soviétiques, composés de ce que les Allemands appellent les *Aussiedler*¹, les rapatriés tardifs. À l'inverse, se constate un retour de Russes de ces républiques ex-soviétiques en Russie.

Au total, dans ce chassé-croisé de Russes quittant les ex-républiques soviétiques devenues indépendantes pour la Russie et de Russes basés auparavant dans les démocraties populaires d'Europe de l'Est (dont l'ex-République démocratique allemande) regagnant la Russie, tandis que d'autres nationalités de l'ex-URSS quittent la Russie pour rejoindre leur pays devenu indépendant, et que des Russes d'origine allemande partent habiter en Allemagne, le solde migratoire se révèle favorable à la Russie, grâce à l'importance des flux de "pieds rouges" qui s'y installent.

UN SOLDE MIGRATOIRE FAIBLEMENT POSITIF ET UNE ATTIRANCE GÉOGRAPHIQUEMENT LIMITÉE

Mais, en dépit de l'arrivée des "pieds rouges", qui permet de recouvrer un solde migratoire positif, le départ de main-d'œuvre vers des républiques devenues indépendantes (et vers l'Allemagne) inquiète la Russie post-soviétique. Aussi le Président signe-t-il, le 16 décembre 1993, un décret "sur l'engagement et l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère en Fédération de Russie". En effet, non seulement la Russie a besoin de travailleurs, mais le recours à des étrangers tient à divers facteurs.

D'abord, l'emploi d'étrangers revient moins cher pour deux raisons. D'une part, les travailleurs étrangers

perçoivent des salaires moins élevés que les Russes et, d'autre part, ils effectuent souvent des travaux saisonniers ou temporaires au cours desquels ils résident en Russie sans leur famille. Leur présence ne soulève donc pas d'importants besoins sociaux ou culturels : faible exigence en matière de logement et besoins scolaires minimes, puisque la plupart de leurs enfants sont restés au pays. Un deuxième avantage présenté par les migrants étrangers tient à ce qu'ils acceptent d'assumer des fonctions assez pénibles, voire socialement dévalorisées comme, par exemple, dans l'industrie forestière de régions telles que l'Amour.

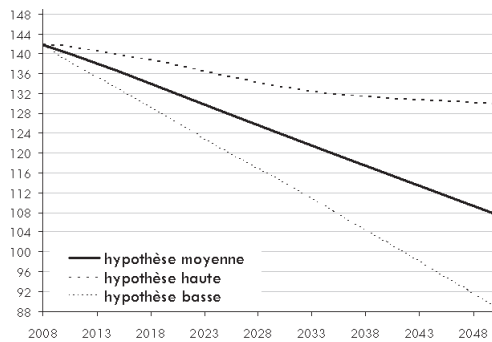
Au total, entre les flux migratoires dus aux recompositions géopolitiques, puis à la capacité d'attraction d'une Russie qui manque de main-d'œuvre, notamment par rapport à ses ressources exploitables (par exemple dans les industries d'extraction), le solde migratoire de la Russie post-soviétique est positif, mais avec des variations importantes selon les années. L'année qui a compté le plus de rapatriés est 1994, d'où un solde migratoire positif de 834 000. Mais, même cette année-là, cet important apport migratoire a été insuffisant pour compenser le déficit des naissances. Dans un deuxième temps, à compter de la seconde partie des années 1990, l'activité migratoire entre la Russie et les républiques ex-soviétiques se met à décroître, en raison de l'épuisement du potentiel migratoire. En conséquence, selon les statistiques officielles, le solde migratoire de la Russie, certes positif, est nettement plus faible dans les années 2000 que dans les années 1990. Il reste géographiquement centré sur l'ex-espace soviétique, mais il faut y ajouter une certaine émigration vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

DES PERSPECTIVES DE POURSUITE DU DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE

Il importe enfin de noter que la dépopulation de la Russie ne semble pas devoir s'enrayer si nous considérons les perspectives démographiques. La projection moyenne de l'ONU réalisée en 2005 annonce 128 millions d'habitants en 2025, puis moins de 120 en 2035 et moins de 108 en 2050. La projection basse, fondée notamment sur une fécondité qui resterait faible, annonce moins de 120 millions en 2025 et 89 millions en 2050. Même la projection haute, reposant notamment sur une nette remontée de la fécondité, annonce une poursuite du dépeuplement de la Russie, avec moins de 136 millions d'habitants en 2025 et moins de 130 millions en 2050.

(1) Dumont Gérard-François (1995), *Les migrations internationales - Les nouvelles logiques migratoires*, Paris, Éditions Sedes.

Graphique 3
Les perspectives de la population de la Russie
 (en millions de personnes)



Source : © Gérard-François Dumont - chiffres Conseil de l'Europe, projections ONU

Deux raisons sont susceptibles d'expliquer que les hypothèses conduisent toutes à une baisse de la population.

D'une part, l'héritage démographique de la faible fécondité des années 1980, 1990 et du début des années 2000 aura pour conséquence des effectifs faibles de femmes en âge de procréer. Autrement dit, même si la fécondité remontait en Russie de façon significative, il est peu probable que cela puisse se traduire par un volume de naissances tel qu'il pourrait dynamiser la démographie au point d'empêcher un déficit naturel négatif.

D'autre part, l'attractivité migratoire, qui pourrait être un moyen d'enrayer le dépeuplement, a trois types de limites. Le premier tient au fait que le potentiel de populations russes vivant à l'étranger et susceptible de rejoindre la Russie a considérablement décliné. Le second est dû à une certaine xénophobie, mise en évidence lors de violents incidents ou lors de certaines déclarations politiques. Le troisième s'inscrit dans des logiques géopolitiques : par exemple, la crise avec la Géorgie a arrêté toute émigration de la partie de la Géorgie non contrôlée par la Russie vers ce pays. Quant aux pays de la CEI dont on peut penser qu'ils apparaissent plus proches de Moscou, leur démographie peu dynamique n'est pas de nature à fournir un potentiel migratoire significatif. Finalement, la Russie ne peut être un pays d'immigration significative que dans des conditions spécifiques, comme avec l'arrivée de Chinois dans l'Extrême-Orient russe, ou si une véritable politique volontariste d'immigration, écartant tout critère ethnique, était mise en œuvre.

Compte tenu de la logique de longue durée des réalités démographiques, la Russie restera encore longtemps le principal marché de la grande Europe en nombre de consommateurs, d'autant que la population de l'Allemagne semble appelée à diminuer. Mais, d'un point de vue purement quantitatif, toutes les perspectives convergent pour projeter un nombre de consommateurs en diminution.